

BULLETIN D'INFORMATION

de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (F.F.I.)

J.O. n° 64, 22-07-1976 - Siège social national : 27, rue Emile Cartailhac, 31000 Toulouse - Libellé chèques : AAGEF

« Résister est un verbe qui se conjugue au présent » (Lucie Aubrac)

Bulletin trimestriel - Directeur de la publication : Henri Farreny - N° CPPAP 0919 A 07130 3 €

Contacts : aagef@free.fr

30 septembre 2018 - 3^e trimestre

n° 151



Déloger le franquisme

Cet été 2018, le nouveau gouvernement espagnol a décidé de retirer la dépouille de Franco du *Valle de los Caídos*, en arguant simplement que le dictateur n'était pas *caído* lors de la Guerre de 1936-1939 : une évidence flagrante depuis toujours, mais dont aucun gouvernement espagnol antérieur n'avait tiré la conséquence !

Pourquoi ? Parce qu'en Espagne nombre de concepts issus du franquisme plombent encore les institutions et les politiciens dominants. A l'heure où certains veulent célébrer les 40 ans de la constitution monarchiste (donc intrinsèquement inégalitaire) de 1978, la justice espagnole condamne à des années de prison ferme des chanteurs jugés irrévérencieux envers les Bourbon et réprime brutalement ceux qui portent pacifiquement des revendications de changements démocratiques.

A l'heure où des millions d'Espagnols qualifiés ont du mal à vivre, une caste de parasites s'est constituée. Pour ceux-ci, comme dans l'ancien régime, ce ne sont pas les (vrais) diplômés et les compétences (avérées) qui priment mais le maintien des privilèges. Pour ce faire, ils trichent et se protègent mutuellement.

Au-delà des restes du Caudillo, c'est tout le franquisme qu'il faut déloger. Il faut le déloger de la constitution, des écoles et des plaques de rues, en passant par les institutions judiciaire, militaire et policière.

Dans cette perspective de fond, nous attendons du nouveau gouvernement espagnol qu'il procède à d'autres gestes symboliques. Par exemple, répondre à notre appel pour sauvegarder la tombe de **Julio ÁLVAREZ DEL VAYO** en Suisse, visiter les tombes de **Manuel AZAÑA**, **Juan NEGRÍN**, **José BARÓN** et **Luis FERNÁNDEZ** en France, celles de **Lluis COMPANYS** et **Julián GRIMAU** en Espagne...

Nous encourageons le *presidente del gobierno* à être représenté à Santa Cruz de Moya, pour *El día del guerrillero español*, ce 7 octobre 2018.

Et nous l'invitons d'ores et déjà pour le samedi 1^{er} juin 2019, à Prayols, devant le *Monument national des guérilleros espagnols*.

AAGEF-FFI

Verdad, justicia, reparación



Le 27 septembre 1975, ces 5 hommes furent les derniers fusillés du franquisme : le 20 novembre, le vieux dictateur sanguinaire mourait dans son lit.

Ils s'appelaient (de gauche à droite) **Ángel OTAEGUI ETXEBERRIA**, **Juan PAREDES MANOT (Txiki)**, **José Luis SÁNCHEZ BRAVO**, **Ramón GARCÍA SANZ** et **José Humberto BAENA ALONSO***. Ils avaient entre 21 et 33 ans. Franco, 83.

En 1976, Lluís LLach écrivit une chanson, *Campanades a morts* (le glas) qui soulignait, allégoriquement, l'horreur des ultimes mises à mort : « *Disset anys només, i tu tan vell...* » (dix-sept ans à peine, et toi si vieux).

Vous tous, *caídos por la Libertad*, nous ne vous oublions pas, *no os olvidamos*. Nous aimerions que les autorités espagnoles, au lieu de gaspiller temps et argent à communier avec les nostalgiques du franquisme pour célébrer « *La Transición* » de 1978, s'emploient à vous rendre justice.

* Ángel et Txiki étaient membres de l'ETA, José, Ramón et José Humberto du FRAP.

1988-2018 : trentièmes journées de Santa Cruz de Moya

A l'initiative de nos amis de *La Gavilla Verde*, auront lieu du 5 au 7 octobre 2018 les trentièmes *Jornadas El maquis*, dédiées aux guérilleros qui combattirent en Espagne bien au-delà de la victoire fasciste du 1^{er} avril 1939.

Nombre de vétérans de l'AAGEF-FFI participèrent aux premières éditions, dont celle de 1991 qui vit l'érection de l'actuel monument. Cette année notre délégation sera animée par Raymond San Geroteo, vice-président, et José González, secrétaire, accompagnés par Elena Soriano, fille de **Miguel SORIANO** (photo ci-dessous), assassiné là le 7 novembre 1949.

Carmen Negrín, présidente du *Conseil de Pilotage du CIIMER*, interviendra aussi. ■



Connaître, reconnaître

Toulouse
Capitole - salle Gervais
15 octobre, 17 h 30

hommage
pour ses 100 ans

à **Jesús GARCÍA**
ancien brigadiste

et ancien porte-drapeau
de l'AAGEF-FFI



Photo : 16/4/2018

Portrait en page 5

Sommaire

- P. 2 Gard : Célébration de la Libération d'Alès
Lot-et-Garonne : hommage à **Rosine Bet**
Guérillero méconnu : **Luis Ortiz de la Torre**
- P. 3 Pyrénées Atlantiques : avis de recherche
Hautes-Pyrénées : hommage à **Louis Otin**
Pyr. Orientales : hommage aux **guérilleros**
- Dernière minute, en mémoire de Charles Aznavour : **Camarada*** 
- P. 4 **M. Macron, non aux cochons à Septfonds** :
contre l'infamie, manifestation à Montauban
- P. 5 Siècle bien rempli : **Jesús García Martínez**
- P. 6-7 Aude : hommage aux **guérilleros** devant
le monument départemental dédié
- P. 8 Disparitions : **Arsène Tchakarian**,
Clotilde Falguera, Christiane López
L'heure de la relève est venue

16-17 mars 2019 Montalzat (82)

Fiesta de la
Libertad



1939-2019 : 80 ans
1944-2019 : 75 ans

Comme 2006 et 2011, marquons 2019 !

au programme :

Camps de concentration de France et d'ailleurs
Contribution des Espagnols à la Résistance
Nilda FERNÁNDEZ - Isabelle ALONSO

Gard-Lozère-Ardèche

Après l'occupation de la Zone Libre (11 novembre 1942), plusieurs milliers de soldats allemands s'installent en pays cévenol. Les comités de la *Unión Nacional Española* de l'Ardèche, du Gard et de la Lozère, alimentent les premiers groupes armés espagnols actifs dans cette région ; en juillet 1943 la 3^e Division de *guérilleros* est formée des 19^e Brigade (Ardèche), 15^e (Lozère) et 21^e (Gard). Les explosifs tirés du bassin minier servent pour des attentats dans toute la région.

Le 4 février 1944, le chef de la 3^e Division, **Cristino GARCÍA GRANDA**, commande lui-même l'attaque de la prison de Nîmes⁽¹⁾.

Alès est libérée le 21 août, presque sans heurts, dans le contexte d'une grève générale lancée 3 jours auparavant (mineurs en tête) mais de violents combats ont lieu pour achever la libération du département (28 août).



Notre camarade **Ángel ÁLVAREZ**, né aux Asturies le 17 mars 1926, s'est engagé⁽²⁾ très tôt (fin 1940), depuis cette ville d'Alès près de laquelle il réside encore, dans l'*Organisation Spéciale* du PCF, puis dans les FTPF (dès leur création au printemps 1942).

Emprisonné à Toulouse, en compagnie d'importants cadres de la Résistance espagnole tels **Jaime NIETO**, il est le premier évadé du convoi de déportation qui quitta Toulouse le 3 juillet 1944, sinistrement connu ensuite comme *Le Train Fantôme*. Il reprend le combat,

A ne pas manquer ! : les 6^{es} Rencontres de Borredon **Camps de concentration de France et d'ailleurs**. Samedi 3 novembre 2018, à 10 h, en gare de Borredon : diaporamas-débats sur *Les camps de concentration fran-*

Célébration de la libération d'Alès

avec les *guérilleros* de l'Hérault (11^e Brigade) et arrive à Alès au lendemain de la libération.

Commandeur de la Légion d'Honneur, Ange est très connu et apprécié pour son rôle résistant en 1940-1944, mais aussi pour son activité inlassable en faveur de la mémoire de ses camarades et de leurs idéaux de Liberté. Il est Citoyen d'Honneur du Languedoc-Roussillon.

Il exerce encore d'importantes responsabilités dans les associations d'anciens combattants⁽³⁾, dont l'ANACR. Chaque année il est invité à prendre la parole dans de nombreuses cérémonies et sollicité pour témoigner dans les journaux et les écoles.

Ce 26 août, à Alès, devant les maires et autres autorités, il a déclaré notamment :

« Nous étions très jeunes, la police, la gendarmerie, les juges, obéissaient au gouvernement de Pétain. Nous étions au début une poignée... Nous étions la France, celle qui ne capitule pas, celle qui combat et qui représente vraiment la république... Je dis à ceux qui ont perdu espoir, à ceux qui doutent... ayez confiance... ».

Merci Ángel pour ton irréductible solidarité.

HF

⁽¹⁾ Manuel CARRASCO, Aquilino GARCÍA et Joaquin OLMOS, qui avaient participé à l'attaque de la prison de Nîmes, furent tués fin mai 1944 en Lozère. **Cristino GARCÍA**, reparti combattre en Espagne, fut fusillé à Madrid le 21 février 1946.

⁽²⁾ avec son frère aîné **Amador** (cf bulletin n° 138).

⁽³⁾ Ange est président d'honneur de l'AAGEF-FFI, avec **Narcis FALGUERA** et **Conchita RAMOS**.

çais, creusets de la Résistance. Repas fraternel tiré du panier. A 16 h au cinéma de Causade, film d'Émile Navarro : *De la Retirada à la Reconquista*. Dimanche 4 novembre à 11 h, Montauban, hommage à **Manuel AZAÑA**.

Lot-et-Garonne

Avec la Ville de Toulouse, le 26 novembre 2016, l'*Amicale de la 35^e Brigade FTP-MOI Marcel Langer* a inauguré une plaque commémorant l'attentat antinazi exécuté au cinéma *Les Variétés*, le 1^{er} mars 1944.

La bombe ayant explosé trop tôt, le résistant roumain **David FREIMAN** fut tué sur le coup tandis qu'étaient blessés ses deux jeunes camarades italiens **Rosine BET**, qui mourut peu après, et **Enzo GODEAS** qui fut fusillé le 21 juin par les vichystes à la prison Saint-Michel.

La commune de Colayrac Saint-Cirq où Rosine est inhumée a tenu à ce que son nom soit porté sur le monument aux Morts local.



Colayrac honore les FTP-MOI



Photos : Alain Fort

Ce 25 août 2018, la plaque ci-contre a été dévoilée en présence d'une nombreuse délégation de la commune italienne de San Fior (Vénétie) venue célébrer les 20 ans de son jumelage avec Colayrac Saint-Cirq.

Ci-dessus : André Magne, secrétaire de l'*Amicale* évoque l'histoire de la 35^e Brigade, à la formation de laquelle, en 1942, participèrent des Espagnols tels le commandant **José LINARES** (détenu le 27 avril 1943 en Ariège). Son récit a été attentivement écouté par les maires de Colayrac Saint-Cirq et San Fior : MM. Pascal de Sermet et Gastone Martorel.

Sur Luis ORTIZ DE LA TORRE



Évoquant la 4^e Brigade de *Guérilleros españoles* du *Tarn-et Garonne*, constituée en 1943, **Miguel ÁNGEL SANZ** indiquait, en 1971, in *Los guerrilleros españoles en*

Francia 1940-1945, p. 110 : « *El comandante Ortiz de la Torre, uno de los mejores oficiales de la brigada fue detenido y deportado. Poco después de la línea de demarcación se escapó del tren que conducía a los detenidos y se incorporó al maquis de la Côte d'Or organizado por el Grupo Internacional.* ». P. 187, il déclare : « *En 1946 fue fusilado por los franquistas en Puerto Llano (Ciudad Real).* ».

D'importants éclaircissements ont été apportés par Francisco Moreno, en 2001, in *La resistencia armada contra Franco*. Dont le nom complet : **Luis ORTIZ de la TORRE y TORRES**, le lieu de naissance : Astillero (Santander) et les circonstances de la mort : le 11 janvier 1947, à Puertollano, lors d'un assaut de la police (cf. p. 576). Luis avait 29 ans.

Sur la foi des déclarations du fils, Jacques, de Luis Ortiz de la Torre, notre ami Charles Teissier, secrétaire de l'*Amicale des déportés du Train Fantôme* (TF), était persuadé que Luis avait été déporté par le TF, parti de Toulouse le 3 juillet 1944. Or Jacques affirmait aussi que l'un des compagnons d'évasion de son père depuis le train s'appelait **Victor GOBERT**. Comme j'avais noté qu'un certain Victor Gobert s'était évadé début août 1944 du convoi formé à Toulouse le 30 juillet (parti le 31) j'ai échangé à plusieurs reprises avec Charles et Jacques, en mai-juin derniers, pour les inviter à la prudence.

Je proposais de rechercher une confirmation (ou infirmation) que le Victor Gobert déporté le 30/31 juillet était bien (ou non) le compagnon de Luis. Pour plusieurs raisons, il fallait envisager que Luis n'était pas dans le TF mais dans le convoi du 30 juillet ; l'une d'elles était que le TF était passé dans la zone Haute-Marne / Côte d'Or vers le 25 août, soit 3 semaines plus tard que le convoi du 30 juillet ; pour que Luis ait le temps de se réincorporer dans la Résistance en Côte d'Or et y jouer un grand rôle, une évasion début août était davantage plausible.

En dépit de mes remarques, Charles a affirmé dans le bulletin n° 27 de l'*Amicale* du TF (juillet 2018) que Luis Ortiz de la Torre était dans le *Train Fantôme*. C'était une erreur : Jacques a enfin retrouvé une vieille lettre de Victor Gobert, qui établit qu'il était avec Luis dans le convoi du 30 juillet, dont ils s'évadèrent vers le 5 août. L'ami Charles vient de m'en informer. Ce n'est pas la première fois que la mémoire des proches, et parfois des acteurs eux-mêmes, leur joue des tours. Restons rigoureux.

HF

A voir ! *Les résistants du Train Fantôme*, de nos amis Jorge Amat et Guy Scarpetta (dont entretiens avec Ángel Álvarez), sera diffusé en octobre sur la chaîne Histoire : samedi 6 à 15 h 35, vendredi 12 à 8 h 05 et jeudi 18 à 8 h 20.

Nos activités de l'été ne sont pas importantes, vacances obligent, mais nos projets - dont nous parlerons plus tard - sont immenses. Néanmoins, durant cette période notre section a aidé quelques historiens français et espagnols grâce aux documents que nous conservons dans notre base de données. Pedro José Pascual Salguero, de Guareña (Badajoz), que nous saulons, en est un heureux bénéficiaire.

Notre assemblée générale aura lieu le 8 décembre 2018 dans les locaux prêtés gracieusement par France-Cuba. Entre temps nous aurons fréquenté quelques lycées ou collèges.

Pedro José Pascual Salguero recherche la famille de **Federico LÓPEZ RAMIRO**, né le 3 janvier 1893 à Guareña.

Federico fut interné au camp de concentration de Bram (Aude) puis affecté à un GTE du

Puy-de-Dôme. Le 17 janvier 1941 il fut envoyé au camp de concentration de Noé.

Depuis ce camp, où on l'employa comme chauffeur, il fut agent de liaison de la 2^e Brigade de Guérilleros (Haute-Garonne) entre résistants de l'intérieur et de l'extérieur, facilitant ainsi des évasions.

Le 30 juillet 1944, il fut embarqué dans le convoi de déportation qui quitta Toulouse vers le camp de concentration de Buchenwald, où il fut immatriculé (n° 68 996); affecté à l'annexe d'Halberstadt, il y décéda le 31 mars 1945.

Son épouse et ses enfants, résidaient à Toulouse (21 chemin Cassaing) à la Libération.

Si vous avez des informations, merci de m'écrire : munozejangilles@gmail.com

Juan Muñoz Dauvissat

Le 19 août, Françoise Rodríguez-Mieudou, présidente de la section AAGEF-FFI 65, a conduit la délégation qui a participé aux successives cérémonies de la Libération à Tarbes, Maubourguet, Sombrun, Saint-Lézet et finalement Caixon.

A Caixon se trouvent deux stèles. L'une, près de La Tuilerie, rend hommage à quatre résistants du Corps-Franc Pomiès : **André MAGNE, Daniel SEGUIN, Marcel et Paul DANRAS**. Le 13 juillet 1944, tous les quatre ont été abattus ici de balles dans la tête; l'origine des tueurs (des Français ou des Allemands ?) ne semble pas établie.

La deuxième stèle se trouve dans le cimetière. Elle honore la mémoire de **Luis OTIN SAMPER**, républicain espagnol, né le 27 juillet 1902 à Barcelone, réfugié de 1939. Le 18 juillet 1944, il fut enlevé à Caixon, où il était devenu métayer, par deux hommes en civil (« en bleu » fut-il rapporté)... Étaient-ce des vichystes (Militaires, policiers ?) ou des Allemands ?

Quelques jours plus tard il fut découvert sur le même site que les quatre Français, tué comme eux par balles dans la tête. Luis OTIN avait sans doute été dénoncé lui aussi comme un appui de la Résistance. Toute information complémentaire sera bienvenue.

Au Col de la Bataille (près de Millas), le 7 juillet, notre Amicale a participé à la commémoration de la naissance du **Maquis Henri BARBUSSE**.

A Ille-sur-Têt, le 21 juillet, c'était la *Journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'État Français et d'hommage aux justes de France*. Une plaque a été dévoilée en souvenir des victimes originaires de la ville, en présence des familles.

A Canohès, le 4 août : hommage à **Julien PANCHOT**, ancien brigadiste, chef du Maquis Henri Barbusse. Les 2 et 3 août 1944, les Allemands attaquent le maquis qui faute de moyens doit se cacher dans les montagnes. Le capitaine Julien Panchot, blessé aux jambes, ne pouvant s'enfuir, est capturé par les Allemands et Miliciens. Atrocement torturé, il est exécuté le 2 août, à La Pinosa, assis devant ses bourreaux car il ne tient plus debout. Il est enterré au cimetière de Canohès, son village natal.

Averti par la Résistance du canton, le maquis a également positionné des effectifs sur **La Bastide** et les anciennes mines de Batère pour couper la route à l'ennemi. Lors des combats trois guérilleros, **Estebán ALCAINA GARCÍA, Josep RIBES RÀFOLS et Joan RIGAT JUNCA**, sont arrêtés, mutilés et exécutés.

Leurs dépouilles reposent au cimetière de La Bastide, où nous leur rendons hommage ce 5 août 2018, comme chaque année, avant de rejoindre le village martyr de **Valmanya**.

Le 1^{er} août 1944 les Allemands approchent. Les hommes commandés par **Manuel GALIANO***, positionnés sur les hauteurs, ouvrent le feu et stoppent la progression de la colonne à un kilomètre de Valmanya, petit village paisible mais jugé trop favorable au maquis. L'échange de tirs déstabilise les Allemands et permet aux habitants de s'enfuir vers Le Sola.

Deux Espagnols et deux personnes âgées, dont une infirme, ne peuvent s'échapper : **Emitiero BARRERA, José GIMENO, Pierre-Jean BEAUX et Jacques ROMEUX** sont torturés et exécutés. Le soir, les barbares enrégés, assoiffés de sang, pillent et incendient le village. L'action des maquisards sauva les habitants de Valmanya avec un minimum de pertes.

Les participants se recueillent tous les ans devant la crypte où a lieu le dépôt de gerbes et se retrouvent sur la place pour les discours officiels. Ils gagnent ensuite le monument aux morts pour un salut aux drapeaux, avant d'aller se recueillir sur les tombes des victimes civiles assassinées par les Allemands.

Augustin Ferrer

Au moment de boucler (1^{er} octobre), est tombée la nouvelle du décès de ce grand artiste.

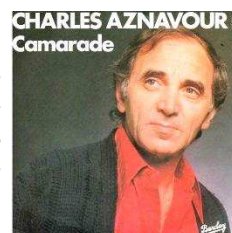
A partir de 1977-78, une chanson de son répertoire, "Camarade", fut particulièrement aimée dans les milieux qui se préoccupaient du sort des prisonniers politiques en Espagne, surtout lorsque **Charles Aznavour chanta la version espagnole : "Camarada"**. Aznavour avait composé la musique, les paroles françaises étaient de Jacques Plante; la version française fut aussi chantée par *Les Compagnons de la Chanson*.

Les paroles espagnoles (qui en est l'auteur ?) sont partiellement différentes. En voici trois strophes :

Camarada,
La batalla nos unió mi camarada,
Nuestra lucha comenzó en las barricadas,
Y siguió en comandos y emboscadas,
Mi camarada...

Camarada,
Con el frío que me rueda las entrañas
Sólo veo a través de las montañas,
El recuerdo de heroicas campañas,
Mi camarada...

Camarada,
Yo no sé si aún podré volver a verte,
O si sólo tengo cita con la muerte,
Sé feliz, te dejo ya, que tengas suerte,
Mi camarada...



* Manuel GALIANO, après avoir combattu dans l'Aude (cf. page 6 ici), est devenu un des officiers de la 1^{re} Brigade de Guérilleros des Pyrénées Orientales (cf. bulletin n° 139, page 3).

Pour que le site du camp de concentration de Septfonds soit respecté

Samedi 22 septembre, entre 10 h et midi, 150 personnes ont manifesté devant la préfecture ; plusieurs centaines de nouvelles signatures* ont été recueillies auprès des passants. Un message de la présidente du Conseil de Pilotage du CIIMER, Carmen Negrin, a été lu par José González, président du Comité d'Animation du CIIMER et président de MER 82 :

« Je regrette infiniment de ne pouvoir être parmi vous, mais d'autres activités me retiennent hors de France. Je tiens à vous remercier d'avoir répondu à notre appel pour dire notre profond désaccord avec l'installation d'une porcherie intensive à Septfonds.

Il se peut que cette installation soit techniquement légale, il se peut même que sur le plan écologique, elle soit conforme, mais notre opposition est totale. Et nous tenons à le faire savoir et nous continuerons à nous battre pour que sa réalisation n'aboutisse pas.

Un projet indécent, une insulte à la mémoire

Car ce projet, même avec tous les feux verts administratifs du monde, est indécent, il est incompatible avec la morale civique, si tant est-il qu'elle existe encore en politique, tout simplement incompatible avec le respect de la mémoire de milliers d'hommes honorables.

Mettre 6 500 porcs sur l'emplacement d'un ancien camp de concentration, aujourd'hui rebaptisé "camp d'internement" pour mieux en dissimuler l'inhumanité,

mettre 6 500 porcs là où l'administration de la III^e République avait parqué, emprisonné, maltraité, environ 30 000 soldats républicains espagnols exilés, là où furent ensuite enfermés des juifs, des opposants au régime nazi et au régime de Pétain,

mettre 6 500 porcs là où probablement gisent encore certains de ces hommes qui ne cherchaient qu'à survivre et à faire survivre avec eux un idéal démocratique,

mettre 6 500 porcs à côté du Mémorial de Judes, à Septfonds, est une injure, une insulte à la mémoire de ces hommes, une insulte à la mémoire des plus de 500 000 républicains venus par malheur s'exiler en France, une insulte à tous leurs descendants, une insulte à l'honneur de la propre République française.

Monsieur le Maire, ignorez-vous donc l'histoire de votre commune ? ».

Au nom de L'Amicale des Anciens Internés Politiques et Résistants du Camp de Concentration du Vernet d'Ariège, Fernand Sánchez a déclaré : « notre Amicale estime que ce projet est une insulte à la mémoire des 30 000 personnes qui furent prisonnières dans le camp

de concentration de Septfonds. Le 22 septembre 1939, il y a 79 ans aujourd'hui, jour pour jour, s'achevait le transfert à Septfonds de plus de 7 000 soldats républicains espagnols en provenance du Vernet d'Ariège. Avec MER 82 et les autres associations du CIIMER, nous exigeons le retrait de ce projet infâme. ».

José González a considéré la question des responsabilités politiques et idéologiques :

« Responsable de cette infamie est la municipalité de Septfonds qui, par 11 voix pour, 4 abstentions et 3 contre - honneur à eux ! - a autorisé ce lamentable projet et délivré un permis de construire. Ils savent ce qu'ils font !

Responsables aussi sont ces soi-disant "historiens" qui laissent écrire dans les "musées" qu'ils contrôlent (que ce soit la mal nommée "Maison des Mémoires" de Septfonds où le prétendu "Mémorial de Rivesaltes") que la dé faite républicaine date de janvier 1939 dans le premier cas, de février dans l'autre. Des milliers de visiteurs (ou pire, de scolaires !) vont subir ces "fake news", ces manipulations éhontées de notre Histoire.

Pourtant ils savent ce qu'ils font !

Dévoilons les manipulations de l'Histoire

En vérité, la guerre d'Espagne s'est achevée le 1^{er} avril. Mais la France des Daladier, Blum et consorts, après avoir failli à son devoir d'aide à la République et renié les traités, a reconnu le 27 février (et donc négocié bien avant) la junte du fasciste Franco (à Burgos) ; simultanément, les accords Bérard-Jordana ont prévu l'octroi à Franco de, notamment, l'armement républicain entré en France et les avoirs de la Banque d'Espagne abrités en France (dont 40 tonnes d'or à Mont-de-Marsan). Cette reconnaissance et ces accords ont provoqué 1) la démission d'Azaña (tandis que les Républicains qui auraient pu repartir combattre en Espagne restaient enfermés dans les camps de concentration français) et 2) le coup d'état de Casado et Besteiro à Madrid, le 5 mars.

Tel est le résultat catastrophique de cette reconnaissance du 27 février 1939. Alors oui, je l'affirme : ils savent ce qu'ils font !

Ajoutons la dénomination de "miliciens", terme déshonoré par La Milice pétainiste mais faussement attribué à ceux qui étaient alors des soldats de l'Ejército Popular de la República, car les milices populaires avaient été dissoutes depuis plus de 2 ans sur ordre du gouvernement. C'est donc bien l'armée de la République espagnole qui est emprisonnée dans ces camps... Ils savent ce qu'ils font !

Ils savent ce qu'ils font lorsqu'ils s'ingénient à

rassemblement à Montauban

substituer à la dénomination générique des camps de concentration, celles de camps d' "hébergement", "triage", "regroupement", "internement", ou camp "hôpital", qui valident les termes volontairement édulcorants des bourgeois voulant occulter la terrible réalité : enfermement, exclusion, répression, déportation.

Alors je vous le dis, parodiant les paroles christiques : ne leur pardonnez pas car ils savent ce qu'ils font ! ».

Ont ensuite pris la parole les représentants de France Nature Environnement (FNE) et de la Confédération Paysanne, qui, solidaires des préoccupations mémorielles ont critiqué les autres aspects inadmissibles du projet : le productivisme sans scrupules. L'assistance a été invitée à s'exprimer. Au nom de l'AAGEF-FFI, Henri Farreny a ajouté :

« La plupart des Espagnols qui furent enfermés à Septfonds, dont ton père José, le mien et les pères d'autres ami-e-s ici présents, avaient participé aux premières batailles de la 2^e Guerre Mondiale. Car c'est en Espagne, en 1936, que commença la résistance armée aux fascismes européens. Nombre de ces Espagnols s'engagèrent précocement dans la lutte contre l'occupant nazi et ses complices pétainistes.

Nous avons connu des maires de Septfonds qui leur en étaient reconnaissants. En 1995-2001, le maire de Septfonds s'appelait Christian Tschöcke. Fils d'un aviateur allemand antinazi, il fut l'instigateur du jumelage, en 1998, de Septfonds avec... Guernica !

Depuis 1998 : Septfonds jumelée à Guernica

Mais ce jumelage à la signification magnifique, le maire actuel, M. Tabarly, l'a oublié : il ne le célèbre même pas. Pire : plusieurs fois, en toute illégalité et indécence, il a tenté de nous empêcher de brandir les drapeaux des résistants espagnols lors des cérémonies commémorant le 8 mai 1945 (!) ; il s'est aussi opposé aux prises de parole de nos légitimes associations au Cimetière des Espagnols** tandis qu'il invitait à parler les représentants juifs et polonais devant les stèles juive et polonaise.

En soutenant l'épandage de lisier à Septfonds, M. Tabarly continue de manquer de respect à l'histoire de cette ville, à l'Histoire en général. ».

Poursuivons la mobilisation :

« M. Macron, non aux cochons à Septfonds ».

* s'ajoutant à celles déjà recueillies par le CIIMER (8 000 via internet, taper : **CIIMER stop porcherie Septfonds**, et plus de 1 000 sur les marchés).

** que nous, pas lui, avons fait inscrire au Patrimoine de la France, avec la Gare et le Mémorial.



Montauban, devant la préfecture, Place des Martyrs

Septfonds : non à la profanation



Merci à Philippe Guillén pour ses forts dessins :



Centenaire à la vie bien remplie

(Suite de la première page)

Jesús est né le 30 octobre 1918 à Baza (Granada). Aîné de 4 enfants, il avait 2 ans et sa sœur Antoinette quelques mois, lorsque ses parents émigrent en région parisienne où naîtront Pierrette et Jean. Lorsqu'il a 11 ans, la maman, Manuela, décède accidentellement. La famille habite alors dans le 18^e arrondissement, 24 avenue de la Porte Montmartre. Devenu un vrai titi parisien (quoique de nationalité espagnole !) Jesús entame à 14 ans un apprentissage en mécanique, mais ce qui le passionne, c'est... la boxe... et danser.

Dans la salle où il se rend pour pratiquer le « noble art », Marcel Thil (champion du monde des poids moyens en 1932) le remarque : « Tu as une gauche terrible ! ».

En ce temps-là, Jesús gagne essentiellement sa vie comme livreur de journaux (notamment : *France-Soir*) à vélo, autour de la gare du Nord et Montmartre. Avec ses copains, ils fréquentent les dancings populaires : *Le Tango aux Arts et Métiers* et *La Java* à Belleville, où il fait la connaissance de Jean Gabin.

La politique ? « Je n'en faisais pas vraiment, mais j'ai rencontré Maurice Thorez, lors d'une réunion dans le 18^e après la victoire du Front Populaire... ». L'Espagne ? « J'ai compris qu'il fallait défendre cette révolution [...] J'ai lu dans *Le Petit Parisien* qu'on demandait des volontaires [...] Mes idées, c'était défendre le peuple... [...] Je me suis engagé avec un copain qui par la suite a été tué à côté de moi... ».

Il se souvient du départ de Paris-Austerlitz, en octobre 1937 : « Nous étions 4 ou 500 dont des Polonais et des Allemands... [...] Perpignan, Barcelone, Valence, nous sommes arrivés à Albacete le 14 octobre [...] Là j'ai connu André MARTY et Luigi LONGO [...] J'ai été affecté au Bataillon Commune de Paris de la 14^e Brigade Internationale. ».

Son premier combat ? « En Aragon, Valle del Vago... ». Lors de la bataille de Teruel (décembre 1937 à février 1938 ; non pas Guadalajara comme écrit précédemment par erreur), il est blessé au poignet gauche. Après une permission en France, il revient au front ; il participe au *Paso del Ebro*, le 24 juillet 1938. Le 28 juillet, il est blessé par l'artillerie de la *Légion Condor* ; il perd l'essentiel des biceps et triceps côté gauche, encore (son bras de boxeur...).

Hospitalisé à Barcelone, puis en convalescence à Calella, on vient le chercher et on l'habille pour participer à la *despedida de las Brigadas Internacionales*. Le 1^{er} novembre 1938, ses camarades et lui défilent à Barcelone, devant *La Pasionaria*, qui le remarque pour sa jeunesse, parmi « los franceses » et le félicite. Peu après, nouveau défilé à Gérone puis traversée des Pyrénées, le 15 décembre 1938. Il regagne Paris sans encombre.

En 1942, dans des circonstances que je n'ai pu éclaircir, un policier l'interpelle « ... place Denfert-Rochereau parmi un groupe de 5 ou 6

Jesús GARCÍA MARTÍNEZ

copains [...] J'avais un pistolet, j'ai tiré à travers la poche de mon blouson et blessé le policier [...] Nous avons tous foncé vers le métro... ». Grâce à son identité espagnole, Jesús fuit à Barcelone.



Il y vit d'abord du marché noir, puis est embauché dans la maçonnerie. En 1943, il fait la connaissance de Fernanda, 16 ans, originaire d'Almería, qu'il épouse : 75 ans de vie commune à ce jour. A Barcelone, naissent leurs deux premiers enfants : Jesús (1944) et Carmen (1945). En 1948, ils émigrent en Haute-Garonne, près de Grenade. Voient le jour alors, à Toulouse, leurs deux autres enfants : Robert (1949) et Jean-Pierre (1952).

Malgré son bras diminué, Jesús travaille comme marbrier dans le bâtiment. Longtemps il a pédalé matin et soir entre Grenade et Toulouse, distantes de 30 km.

Retraité à Toulouse, il fréquente la *Casa de España*, alors animée par son ami Rafael GANDIA, aussi président de l'AAGEF-FFI 31 et l'un des dirigeants nationaux. Devenu porte-drapeau de l'AAGEF-FFI, Jesús est très connu, notamment des anciens combattants et des édiles, toulousains. En 2007, il a reçu la Médaille de la Ville de Toulouse.

Jesús, eres un ejemplo para seguir luchando.

Propos recueillis par Henri Farreny





En incrustation : le monument aux guérilleros de l'Aude

José González, secrétaire national de l'AAGEF-FFI, est suivi de Patrick Pujol, qui porte un drapeau (tricolore français) de la section de l'Aude. Le 3^e drapeau (tricolore espagnol) est arboré par Antonio Gutiérrez (caché, par Patrick) porte-drapeau de la section de Haute-Garonne

Allocution d'Henri Farreny, président national

Mme la députée, Mmes et MM. les représentants des conseils municipaux d'Alet-les-bains et Limoux, du conseil départemental de l'Aude, des associations, Mme la commandante de la Brigade de Gendarmerie de Limoux, Mmes et MM. les anciens combattants, et les porte-drapeaux, Mmes et MM.,

Nous venons de saluer, devant sa sépulture, la mémoire d'un étranger, un Américain, tombé pour la Liberté sur le sol de France... J'ai l'honneur d'intervenir devant ce monument-ci au nom d'une ancienne et vénérable association d'anciens combattants étrangers : *l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – Forces Françaises de l'Intérieur*. Elle fut constituée en 1945 (enregistrée au J.O. en 1946) sous la présidence du général FFI Luis FERNÁNDEZ ; à ses côtés, se trouvait un autre général FFI, Joan BLÁZQUEZ, plusieurs colonels et lieutenants colonels, ainsi qu'une kyrielle d'autres officiers de la Résistance, galonnés et décorés à ce titre. Notre association portait alors le nom d'*Amicale des Anciens FFI et Résistants Espagnols*.

Bien sûr ces Espagnols qui avaient combattu pour la libération de la France, espéraient que les nouvelles autorités soutiendraient leur action en vue d'abattre le régime criminel, institué avec la complicité d'Hitler et de Mussolini, qui peu après s'en prirent à la France. Hélas, dès 1950, cédant à la pression du dictateur Franco, le gouvernement français décida d'interdire *l'Amicale des Anciens FFI et Résistants Espagnols* et de déporter ses dirigeants sans jugement, ni recours. Ce n'est qu'en 1976, après la mort de Franco, que nos parents purent reconstituer leur association sous son nom actuel : AAGEF-FFI. Elle est depuis 42 ans agréée par les autorités et surtout elle est très largement respectée pour son travail

en faveur de la connaissance et de la reconnaissance historiques.

A l'image de l'ANACR, à laquelle elle est affiliée, et d'autres associations patriotiques, notre association nationale a suscité la création d'antennes départementales, qui jouissent d'une relative autonomie mais ne sont pas indépendantes, notamment quant aux orientations (mais aussi quant à l'organisation et au financement).

Devant ce monument qui rappelle particulièrement les sacrifices des guérilleros dans l'Aude, tous mes prédécesseurs à la présidence de notre association nationale, se sont inclinés, aux côtés de nos représentants locaux, mais aussi aux côtés des représentants des autres associations d'anciens combattants et des différents élus, municipaux départementaux, régionaux, nationaux.

L'an dernier ici même a eu lieu un grave incident : notre représentant de l'époque a prononcé des propos agressifs et grossiers à l'égard du président de la République. Nous, direction nationale, ainsi que la grande majorité des membres de notre section départementale, avons été consternés.

Cette intervention, indigne de ce lieu, ne correspondait ni aux raisons d'être ni aux pratiques de la noble association que les anciens guérilleros, dont je parlerai dans un instant, nous ont confiée.

A l'égard de tous ceux qui furent choqués voire blessés, autorités civiles et militaires, associatifs et porte-drapeaux j'exprime ici nos profonds regrets. L'auteur de ces propos a par la suite été radié de notre association nationale et donc de notre établissement audois.

A l'inverse, je veux exprimer notre gratitude profonde à l'égard de tous ceux qui, année après année, par-delà les différences politiques, se réunissent pour rendre hommage à

tous les résistants, qu'ils soient français ou étrangers.

Merci en particulier aux nombreux élus de toutes familles politiques de l'arc républicain qui ont soutenu voici deux ans notre campagne pour que soit rapporté l'arrêté ministériel qui en 1950 a dissous la première association de nos parents résistants.

Je voudrais maintenant situer, très succinctement, **la contribution des Espagnols à la Résistance**, en particulier dans l'Aude.

Dès le 1^{er} mai 1941, paraît en *Zone Occupée* et en *Zone Libre* le n° 1 d'un journal clandestin intitulé *Reconquista de España*, qui vise à rassembler des républicains espagnols de diverses sensibilités dans la lutte contre le fascisme qui, après l'Espagne, s'est étendue à la France.

Dans les mois qui suivent, le titre *Reconquista de España* essaime ; autour de lui, les premiers comités de *l'Union Nationale Espagnole (la UNE)*, mouvement politique à vocation pluraliste, se forment, en région parisienne, en Bretagne et dans le Sud-Ouest notamment. La *UNE* est un peu l'équivalent espagnol du *Front National pour l'Indépendance de la France*.

- Dès la fin de l'été 1941, en *Zone Occupée* d'abord, des militants de la *UNE* agissent au sein de groupes armés de la *M.O.I. (Main d'Œuvre Immigrée)*. Accusé de dizaines d'attentats contre l'occupant, le premier chef de ces groupes, le Catalan **Conrad MIRET**, est mort à Paris, à la prison de la Santé, dès le 27 février 1942.

Ces groupes armés, très actifs et durement réprimés, préfigurent les *FTP-MOI (Francs-Tireurs et Partisans de la MOI)* constitués à partir de juin 1942. Sur dossiers de notre Amicale, Conrad MIRET a été déclaré en mai 2013 *Mort pour la France* ; en 2014, une stèle a été apposée sur la muraille de la prison.

Au printemps 1942, des dizaines de comités de la *UNE* sont actifs en *Zone Occupée* et en *Zone Libre*.

- En *Zone Libre*, à partir de mai 1942, prenant appui sur la *UNE* sont formés de petits groupes armés spécifiquement espagnols, dans l'Ariège, l'Aude, le Cantal, et, quelques mois plus tard en Haute-Garonne, Pyrénées Orientales, Tarn, Aveyron, Hérault, etc.

La constitution de ces groupes fut impulsée dès fin 1941 par un petit état-major à visée nationale dirigé par **Jesús RÍOS** qui résidait alors dans l'Aude (sa fille, notre camarade Laure, est née à Carcassonne, villa Odette) ; Jesús RÍOS fut choisi parce qu'en Espagne il était un officier expérimenté du *XIV^e Corps de Guérilleros* ; sous son commandement com-

mence à se former le dénommé **XIV^e Corps de Guérilleros Espagnols en France**. Début 1942, l'état-major national s'installe en Ariège, tandis que naît l'unité ariégeoise dénommée ultérieurement **3^e Brigade de Guérilleros**.

• Dans l'Aude, à partir de mai 1942, **Antonio MOLINA** réunit les groupes armés qui prendront plus tard le nom de : **5^e Brigade de Guérilleros**. Il a relaté les débuts de cette formation, notamment dans le bien connu ouvrage de Lucien Maury (*La Résistance audoise*, 1980, tome 2). L'horaire ne permet pas d'évoquer les actions dont il fait état.

Début 1943, une *Brigade spéciale* est constituée en Ariège, pour protéger l'état-major national. Son commandement est confié à Antonio MOLINA, qui quitte l'Aude pour l'Ariège.

Manuel GALIANO le remplace, dans l'Aude, quelques semaines ; c'est lui qui, le 27 janvier 1943 – et non en 1942 comme il a été écrit faussement ici ou là – abat un officier allemand à Limoux. **Ángel FUERTES** lui succéda du printemps 1943 jusqu'au printemps 1944, puis **Joaquín ESPARZA** jusqu'à la mi-juin 1944, et enfin le **commandant DÍAZ** jusqu'à la Libération.

Divers attentats matériels effectués par la **5^e Brigade de l'Aude** en 1943-1944 ont été rapportés dans plusieurs ouvrages, espagnols et français, dont le livre édité en 2000 par notre Amicale (réédité en 2004). Pour rester bref, je n'en parle pas.

La Résistance grandit mais, partout, la police française réprime. Entre fin juin 1942 et juin 1943, elle arrête environ 400 militants de la **UNE**, dont nombre de cadres des guérilleros, dans les deux zones.

Notamment, fin avril 1943, les gendarmes arrêtent 53 guérilleros d'Ariège. Les documents policiers conservés en archives indiquent : « *Affaire de l'état-major du XIV^e Corps* ». Jesús RÍOS est détenu, tandis qu'Antonio MOLINA passe entre les mailles. En août 1943, il revient dans l'Aude pour contribuer à une opération à Lézignan ; début septembre échappant de justesse à une arrestation près de Limoux, il quitte définitivement l'Aude (il est arrêté et emprisonné à Pau en janvier 1944).

Malgré la répression la **UNE** se développe. Fin 1943, des unités de guérilleros luttent dans une trentaine de départements. L'activité militaire de ces unités espagnoles leur vaut d'être admises à la mi-mai 1944 dans les *Forces Françaises de l'Intérieur* (constituées à partir de février 1944) comme une entité autonome, c'est-à-dire sans dépendre ni des FTP ni des MUR par exemple.

Dans l'Aude la répression frappe aussi. Notamment en janvier 1944, avec les arrestations, tortures puis déportations de **Michel KARNER** (membre des guérilleros, de natio-

nalité allemande), **Tomás MARTÍN**, **Enrique UBIÑA**, et en mai avec une dizaine de détenus torturés et déportés, tandis que Francisco RUIZ (nom de guerre : **José BALLESTER**) est abattu près de Limoux.

L'effectif nombreux de résistants espagnols dans l'Aude, mais aussi les divers coups reçus qui obligeaient à la dispersion et à la reconfiguration, ont permis d'alimenter en combattants d'autres départements, tels l'Ariège, la Haute-Garonne, les Pyrénées Orientales ou le Tarn (sans parler de l'envoi de cadres pour les maquis en Espagne). Je mentionne juste le fait peu connu suivant : le 22 août 1944, 80 guérilleros arrivés de l'Aude ont participé à la rude bataille de Castelnaud-Durban, en Ariège.

Hélas malgré son engagement et ses sacrifices, en raison de la honteuse interdiction de 1950 (que j'ai mentionnée au début) qui pendant 26 ans a privé nos parents résistants du droit d'association, **la 5^e Brigade de l'Aude n'a pas été – pas encore ! – homologuée**.

C'est en décorant un guérillero blessé lors de cette bataille, que le général De Gaulle a prononcé ces mots :

« *Guérillero espagnol, je salue en toi tes vaillants compatriotes. Pour votre courage, par le sang versé pour la liberté et pour la France, par tes souffrances, tu es un héros espagnol et français.* ».

C'était à Toulouse, à l'Hôpital de La Grave, le 17 septembre 1944. Le guérillero s'appelait **Pablo GARCÍA**. Ces paroles solennelles sont gravées sur le *Monument National des Guérilleros* à Prayols (Ariège) et d'autres monuments de France.

Que vivent les idéaux unificateurs et libérateurs de la Résistance !

Vive la République ! ¡Viva la República!

Maintenant, mon amie Nadine Cañellas, présidente de la section de l'Aude de notre association nationale, va conclure.

Intervention de Nadine Cañellas, présidente de la section de l'Aude de l'AAGEF-FFI

Juste quelques mots pour expliquer la présence de portraits sur les poitrines de plusieurs d'entre nous, outre ceux de **Jesús RÍOS** et d'**Antonio MOLINA**, évoqués par Henri Farreny :

• **Casildo SÁNCHEZ**, décédé en 2015, a été le dernier président de notre section de l'Aude de l'AAGEF-FFI à avoir été ancien guérillero lui-même. Il a combattu en Aveyron dans la **9^e Brigade de Guérilleros**, recevant le grade de lieutenant.

Juste après la Libération il s'est engagé pour participer à *l'Opération du Val d'Aran*. Le convoi de Rodez aux Pyrénées avait fait halte à Espéras le 11 septembre 1944.

C'est là qu'il vint s'installer, au retour de l'expédition en Espagne... C'est grâce à lui qu'Espéras est dotée d'un "Chemin des Guérilleros FFI". Soit dit en passant, la Brigade de l'Aveyron a été homologuée comme "*Maquis espagnol de l'Aveyron (UNE)*".

• **Maria KARNER née MILIÁN**, décédée en 2017, a participé à la **5^e Brigade de Guérilleros** de l'Aude.

Elle a été la compagne de **Michel KARNER**, cité par Henri Farreny.

• **Carmen MARTÍN, née TORRES**, a elle aussi participé à la **5^e Brigade de Guérilleros** de l'Aude.

Elle a été la compagne de **Tomás MARTÍN**, qu'Henri Farreny a mentionné.

Elle est actuellement en maison de retraite.

Avec vous, et devant cette stèle, j'ai une pensée pour eux, les vivants et les morts. Une pensée aussi, au nom de l'AAGEF-FFI et de l'ANACR, pour l'ancien député Lucien VILLA, grand ami de la Résistance et des guérilleros en particulier, décédé récemment. Merci.

Pour terminer, voici *l'Hymne des Guérilleros*, puis l'hymne de la République espagnole.





Pantin, 25 août 2017, devant la tombe de José BARÓN CARREÑO

Le 4 août 2018, **Arsène TCHAKARIAN** s'est éteint à Villejuif. Il était né le 21 décembre 1916 en Turquie (alors *Empire Ottoman*). Le génocide des Arméniens, décide la famille à fuir ; elle parvient finalement en France (Marseille) en 1930. Le père travaille à la mine à Decazeville ; Arsène monte à Paris où il devient tailleur.

Au moment du Front Populaire, il adhère à la CGT puis au PCF. Il fait la connaissance de **Missak MANOUCHIAN** ; avec le groupe arménien de la M.O.I. (*Main d'œuvre Immigrée*) il milite pour la solidarité avec l'Espagne républicaine ; à Pantin, le 25 août 2017, il nous a raconté comment, avec Missak depuis Paris, ils avaient amené un camion chargé de chaus-

sures, jusqu'à la frontière espagnole : « *nombre d'Arméniens étaient cordonniers !* » a-t-il souri.

Comme nos lecteurs le savent bien, les étrangers de la MOI se sont engagés très tôt (été 1941) dans la lutte physique contre l'occupant⁽¹⁾. Le premier chef des groupes armés parisiens issus de la MOI fut le Catalan **Conrad MIRET i MUSTÉ**⁽²⁾.

Ce n'est qu'après sa mort (27 février 1942, prison de la Santé) et celle d'une trentaine de ses compagnons⁽³⁾ que furent formés les FTP-MOI ; à Paris, leur premier chef, de juin 1942 jusqu'en août 1943, fut le Roumain **Boris HOLBAN**. Il fut remplacé par Missak MANOUCHIAN, qui avait rejoint les FTP-MOI en mars 1943.

Arsène est alors un proche compagnon de Missak, impliqué avec lui dans de nombreuses actions, jusqu'à l'arrestation de celui-ci, le 17 novembre 1943. Le 21 février 1944, Missak et 21 autres étrangers, dont 1 Espagnol, **Celestino ALFONSO**, sont fusillés. Arsène se cache à Paris puis Bordeaux, rejoint un maquis du Loiret et revient participer à la libération de la capitale.

Après la guerre, il reprend son métier de tailleur. Il travaille aussi constamment sur l'Histoire de la Résistance. Sachant ce qu'a coûté la lutte armée dans la capitale (résistants sans uniforme, français et étrangers, de 1941 à 1944, soldats français et étrangers jusqu'à la dure bataille finale du 25 août), Arsène n'était pas de ceux qui glosent étroitement et injustement sur « *Ces Espagnols qui ont libéré Paris* ».

D'accord avec l'AAGEF-FFI, il tenait à faire connaître et honorer les mérites de tous les combattants. Sans œillères ni vanités.

Arsène n'était chevalier de la Légion d'Honneur que depuis 2005 (officier en 2012, commandeur en 2017). *¡Hasta siempre Arsène!*

Henri Farreny

⁽¹⁾ Aux côtés de l'*Organisation Spéciale* du PCF.

⁽²⁾ Cf. notamment bulletin n° 138 page 8.

⁽³⁾ Condamnés lors des procès de la *Chambre des députés* (mars) et de la *Maison de la Chimie* (avril).

Notre camarade **Clotilde FALGUERA** nous a quittés le 12 août 2018. Fille de Manuel GARRIGOS et Rosalia SALOM, originaires de la province de València, émigrés en France au début du XX^e siècle, Clotilde naît le 23 janvier 1925 à Aniane dans l'Hérault, où elle grandit avec ses deux frères Joseph, l'aîné et Maurice son cadet de 11 ans qu'elle a en partie élevé en abandonnant sa scolarité.

Très jeune elle travaille pour aider les siens et ressent fortement les discriminations infligées aux Espagnols. En 1942, elle rencontre **Narcisse FALGUERA**, arrivé du camp de concentration d'Argelès avec les GTE à destination de l'Hérault pour y construire des routes forestières. Narcis participe dans ce département à la création de la 11^e *Brigade de Guérilleros*. Il sera l'homme de sa vie.

Ils se marient en juillet 1944 et 74 ans plus

tard, on peut dire qu'ils ont eu une longue, parfois difficile, mais belle vie ensemble... Leur complicité crevait les yeux. Alors aujourd'hui, le vide est forcément très grand pour toi, Narcisse, son compagnon de toujours, pour vous ses filles, Anita et Hélène, et vous, ses petits et arrière petits-enfants ; d'autant plus grand, que ceux qui ont eu le bonheur de la connaître un peu et de l'estimer beaucoup, savent combien elle était attentive à tous ceux qu'elle aimait.

Nous avons eu la chance, Clotilde, d'apprécier ta fidélité aux autres et aux valeurs que tu avais épousées en même temps que Narcisse : celles de la République espagnole, les valeurs de liberté, fraternité et solidarité, mais aussi ta droiture, ta sincérité transparente et ta franchise manifeste. Tu as rejoint ceux, chacun avec ses différences et ses qualités personnelles, qui demeureront dans nos cœurs et dans



nos pensées, à jamais. Très fraternel et affectueux soutien à Narcisse et à tous les tiens,

Pour l'AAGEF-FFI section 66 et national
Chantal Semis

Christiane, épouse de notre camarade Vincent, fils de **Vicente LÓPEZ TOVAR**, est décédée début août des suites d'une douloureuse maladie. Nous t'exprimons cher Vincent nos condoléances fraternelles.

L'avènement de la II^e République espagnole, la guerre pour la défendre, la guerre antifasciste encore en France et sur les autres fronts, la lutte antifranquiste ici et là-bas, des décennies de courage et de dévouement pour la liberté

Vous voulez que l'histoire authentique et complète des républicains espagnols résistants soit connue et reconnue ?

Que vous soyez ou non descendant de républicain(s) espagnol(s) résistant(s), l'heure de la relève est venue :

Je, soussigné(e)..... né(e) le à.....
demeurant à.....

désire adhérer à l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France - F.F.I.

Téléphone(s)..... Adresse internet.....

Profession..... Autre qualité.....



Formulaire coloré à copier et envoyer au **siège national : AAGEF-FFI, 27 rue Cartailhac, 31 000 Toulouse**, avec un chèque de 25 € (abonnement au bulletin inclus) libellé à l'ordre de : **AAGEF - FFI**. Merci aussi pour vos dons, notamment pour améliorer cette publication. L'amicale regroupe actuellement **9 amicales locales** : Ariège, Aude, Gard-Lozère, Gironde, Haute-Garonne, Lot, Pyrénées Atlantiques-Landes, Hautes-Pyrénées, Pyrénées Orientales. **Les adhérents des autres départements sont directement membres de l'amicale nationale**, jusqu'à constitution ou reconstitution d'une amicale départementale. Contacts, courrier : aagef@free.fr